

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/149

4 avril 2001

(01-1667)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

Original: anglais

SEPTIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 26-28 MARS 2001

Déclaration du Brésil

En mars de l'an dernier, nous nous sommes mis d'accord sur un programme de travail pour la "première phase" des négociations prescrites concernant l'agriculture, sur la base de l'article 20.

On se rappellera que les médias spécialisés du monde entier ont donné un large écho à cet accord et annoncé que les négociations sur l'agriculture avaient commencé comme il avait été convenu au cours du Cycle d'Uruguay. Dans le même temps, les Membres, représentant des positions très diverses, proclamaient leur ferme intention de poursuivre le processus de réforme prévu à l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture.

On pouvait penser avec un certain optimisme que les Membres s'emploieraient de bonne foi à faire avancer le processus de réforme en agriculture et au cours de l'année écoulée nous avons travaillé dans cet esprit.

Près de 50 propositions, émanant de quelque 125 Membres, ont été déposées à ce jour. Cette abondance illustre à elle seule l'importance des négociations, d'autant plus que la plupart des propositions sont axées sur le marché.

Or, à mesure que nous approchons du moment critique où il faudra prendre des décisions cruciales pour définir les objectifs, la vitesse, l'ampleur et la structure de la prochaine étape du processus de réforme, des portes se ferment. On perçoit une réticence à parler de questions qui, pourtant, ont toujours été des thèmes centraux de l'Accord sur l'agriculture. Les offres sont de plus en plus assorties de conditions, avec menace de révision des accords conclus lors du Cycle d'Uruguay et dûment payés au cours de ce même Cycle.

Nous sommes sur le point de nous mettre d'accord sur un document qui servira de base à la deuxième phase des négociations. Ce document est très en deçà des attentes du Brésil quant au mandat de négociation qui en résultera.

Dans le souci de faire avancer les négociations, de ne pas en briser la dynamique, et étant donné la pluralité des sensibilités, le Brésil est disposé à accepter un accord qui pourtant laisse beaucoup à désirer.

Je voudrais souligner qu'il devient de plus en plus difficile de réfuter les critiques grandissantes quant à notre aptitude à aller de l'avant et à l'aptitude de l'OMC à surmonter la paralysie et à avancer dans la construction de la réforme de l'agriculture.

Pour le Brésil, l'agriculture présente un intérêt particulier, c'est pourquoi nous sommes sensibles à l'idée d'élargir le champ des négociations multilatérales.

./.

Néanmoins, si un processus prescrit qui a été négocié et payé au cours d'une autre série de négociations n'évolue pas dans la bonne direction, qu'on n'attende pas de nous que nous nous prononcions pour faire avancer le débat dans un quelconque autre domaine.

Il ne s'agit pas là de poser une condition préalable; ce n'est pas non plus, comme certains se complaisent à le dire, préjuger des résultats du processus. C'est une préoccupation légitime et une attitude loyale.

Les Membres qui se déclarent soucieux de l'avenir de l'OMC et qui expriment la volonté d'améliorer la situation critique qui règne actuellement vont devoir passer de la parole aux actes et manifester de la souplesse pour "faire des concessions mutuelles".

Nous ne voulons pas croire que l'engagement de négocier plus avant la réforme de l'agriculture, ainsi qu'il avait été convenu à la fin du Cycle d'Uruguay, n'était qu'un simple engagement de s'asseoir à une table pour faire semblant de négocier. Il s'agit bel et bien d'une obligation qui faisait partie du marché conclu et qui implique de négocier de bonne foi.

Pour finir, je voudrais faire une ou deux remarques.

La période de mise en œuvre de la réforme de l'agriculture, convenue dans le Cycle d'Uruguay, est terminée et il faut bien admettre qu'elle est passée inaperçue, sauf pour quelques variations dans les subventions, et le remplacement de certains produits par d'autres. L'agriculture demeure la plus grande anomalie du commerce international.

Nous considérons le programme de travail qui est sur le point d'être approuvé comme un élément provisoire destiné à faire la soudure entre aujourd'hui et le moment où nous lancerons une nouvelle série de négociations, à supposer qu'il y en ait jamais une. Nous risquons fort d'aboutir à n'avoir pas de nouvelle série du tout et par conséquent de devoir nous accommoder de l'arrangement actuel. Si l'on veut vraiment ouvrir un nouveau cycle et amorcer des négociations sur le programme de ce cycle, le Brésil tient à déclarer que le programme de travail devra être élargi afin que puissent s'ouvrir des négociations sur une réforme véritable.
